

Tout ça pour ça ?

Ce qu'une famille alsacienne pourrait dire des guerres territoriales

Patrick Schmoll

Psychologue et anthropologue
Directeur scientifique PSInstitut, Strasbourg

La réapparition de la guerre aux portes de l'Europe active nos inquiétudes et nous force à penser. Comment éviter que l'Europe devienne le théâtre d'une extension des conflits ? Telle est la question que, certes égoïstement, et néanmoins légitimement, nous nous posons en tant que Français depuis notre propre sol. Et prévenir la guerre, c'est-à-dire pour nous, ne pas y entrer, c'est inviter les autres, Ukrainiens, Russes, Israéliens, Palestiniens, ceux qui la font ou la subissent directement, à réfléchir à comment en sortir. Cela, à un moment qui n'est pas encore celui où les parties prenantes à un conflit pensent à l'après, mais où, tout aussi légitimement, ils pensent au présent, à l'urgence d'une confrontation avec un ennemi.

Pourtant, l'on sait bien que tôt ou tard les belligérants, toujours, finissent par s'asseoir autour d'une table pour négocier. Alors, pourquoi pas dès à présent ? D'emblée, deux processus de pensée s'opposent, ou pire, s'ignorent. L'un est captif des oppositions duelles, il recherche des alliés, fustige les lâches et les indifférents ; l'autre tente d'introduire du tiers, parle de médiation, de ce qui vient après la guerre, mais sa position confortablement extérieure le discrédite chez les belligérants. Dès lors, est-il sérieusement possible de faire que, du dedans de l'évènement, l'extérieur, le futur, soit pensable ?

Je me sentirais illégitime de dissenter, depuis ma place d'Européen n'ayant jamais connu la guerre, avec des Ukrainiens de la façon dont il faudrait sortir de leur situation, au prix de quelles concessions, alors que déjà ils ont payé et qu'ils continuent à payer le prix des morts et des destructions.

Je propose de le faire ici de manière indirecte, par personnes interposées en quelque sorte, en évoquant le parcours de ma famille, qui a ses racines en Alsace, une province qui a été disputée pendant plusieurs siècles entre l'Allemagne et la France, avant que sa capitale, Strasbourg, devienne finalement le siège des institutions européennes dans une Europe pacifiée depuis maintenant 80 ans.

*

Mon grand-père, Ernest, naît dans une famille paysanne à Raedersheim, un village de la plaine, près de Mulhouse, le 29 septembre 1895. À ce moment-là, l'Alsace est allemande. Bien que j'aie toujours connu mon grand-père sous son prénom usuel Ernest, en fait, il est inscrit à l'état civil sous l'équivalent allemand de son prénom, Ernst. L'Alsace est allemande depuis plus de vingt ans à l'époque, elle a été annexée au Reich à l'issue de la guerre franco-prussienne de 1870, perdue par la France.

Ses parents sont nés dans le même village, quand l'Alsace était française, ils sont donc, eux, Français de naissance et ont changé de nationalité avec l'annexion. Le père (mon arrière-grand-père), qui s'appelait aussi Ernest, et pour le coup dans la forme française du prénom, avait 16 ans quand il est devenu allemand. Une imagerie patriote, dont on trouvera une expression bien connue des Alsaciens sous le pinceau du fameux illustrateur Jean-Jacques Waltz, alias Hansi (1873-1951), invitera plus tard, dans ma famille, à reconstruire cette période : ce père, qui a fait l'école française, doit avoir transmis à son fils l'amour de la France, son pays de cœur. Mais ce n'est probablement pas aussi simple. L'Alsace est française depuis le XVII^e siècle, mais elle fait partie de l'espace rhénan et les gens y parlent continuellement, depuis des siècles, un dialecte de l'allemand. À l'époque, et cela va perdurer jusqu'à la fin du XX^e siècle, beaucoup d'Alsaciens, surtout à la campagne, ne parlent que l'alsacien dans les échanges de tous les jours, et ont parfois même besoin d'être accompagnés à la traduction en français dans leurs démarches administratives. L'identité alsacienne est ambiguë : « Mir sin Franzose », nous sommes français, affirment sincèrement la plupart, sans crainte du paradoxe.

Quand en 1914 est déclarée la Première Guerre mondiale, Ernst, qui a 18 ans, est mobilisé, et comme beaucoup d'Alsaciens dont le Reich craint qu'ils ne désertent côté français si on les envoie se battre sur la Marne, il est affecté sur le front russe. Il est blessé en 1915 des suites de l'inhalation de gaz de combats et placé dans la « réserve », un régiment en principe à l'arrière du front. Il retourne cependant sans doute se battre, car il est fait prisonnier en 1916 par les Russes. En Russie, un comité de protection des soldats alsaciens-lorrains d'origine française, installé à Petrograd et placé sous le patronage de l'Ambassade de France, propose aux prisonniers leur rapatriement en France (Minasian & Kaneeva 2017). Il opte pour cette issue (ce qui revient à désertir) et, transitant par la mer Blanche, on le retrouve en novembre 1916 dans un camp réservé aux prisonniers alsaciens-lorrains, à Saint-Rambert-sur-Loire. Il en profite pour y apprendre le français.

En 1918, à la fin de la guerre, il devient français comme le reste des Alsaciens, et s'appelle donc désormais Ernest. Il se marie en 1923 avec l'institutrice du village, jeune femme française « de l'intérieur », originaire du Jura, dont il aura quatre enfants. Renonçant à travailler à la ferme, il s'installe avec sa famille à Mulhouse, où il occupera un emploi de bureau.

En 1939, la guerre est à nouveau déclarée, et après une offensive-éclair en 1940, qui met l'armée française en déroute, la France capitule et est en grande partie occupée. L'Alsace et la Moselle sont annexées au Reich, elles connaissent donc un destin différent du reste de la France occupée : les Alsaciens redeviennent allemands, et du reste, les Français qui y résident sont invités à quitter la région. Ernest, qui est donc marié à une « Française », en profite pour déménager dans le Jura avec elle et ses enfants, et la famille s'installe dans la ferme des beaux-parents, près de Saint-Amour. La décision de s'exiler est également motivée par le fait que, s'il était resté en Alsace, il encourait d'être considéré comme déserteur de la Première Guerre. La famille reviendra à Mulhouse une fois la guerre finie.

Le père d'Ernest restera à la ferme de Raedersheim, où il décèdera avant la fin de la guerre. Né français en 1855, il aura donc connu trois changements de nationalité, devenant allemand en 1871, redevenant français en 1918, puis à nouveau allemand en 1940. Il en ira de même pour Ernest, mais dans l'ordre inverse : né allemand, il devient français en 1918, redevient formellement allemand en 1940 (il séjournera d'ailleurs dans le Jura sous un faux nom), avant de retrouver sa nationalité française en 1945.

L'Alsace et les familles alsaciennes ont ainsi été ballotées sur plusieurs générations entre la France et l'Allemagne, la frontière se fixant tantôt à l'est de la province, sur le Rhin, tantôt à l'ouest, sur les crêtes des Vosges. Je ne remonte pas plus loin dans le temps, car nous pourrions évoquer les guerres de religion du XVI^e siècle et la guerre de Trente Ans au XVII^e. Je résume ce parcours de mes grands-parents et arrière-grands-parents pour en arriver à l'époque qui est la nôtre depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Ernest est décédé en 1967 et a donc connu le début de cette période inédite de paix en Europe.

L'histoire de la construction de l'Europe retient l'image de l'accolade entre le général de Gaulle et le chancelier allemand Konrad Adenauer à l'issue de la signature du Traité de l'Élysée le 22 janvier 1963. Ernest a pu voir cette image dans les journaux de l'époque, peut-être même à la télévision qui commençait à entrer dans les foyers. La question que je me pose, et que je me permets de partager avec nos amis aussi bien russes qu'ukrainiens, est la suivante : qu'est-ce qu'un homme qui a changé trois fois de nationalités dans sa vie et traversé deux guerres mondiales pouvait penser de cette image ?

Je n'ai jamais eu l'opportunité de vraiment échanger avec mon grand-père : je ne parle pas l'alsacien, et lui n'était peut-être pas suffisamment à l'aise en français pour exprimer des sentiments et une opinion que l'on peut supposer complexes, à l'entrecroisement de questions de politique internationale et de son vécu personnel. L'un des effets de cette succession de guerres entre des ennemis séculaires ayant pour enjeu le déplacement aller-retour d'une frontière quatre fois de suite en moins d'un siècle, et qui finit par l'affirmation d'une « amitié franco-allemande » désormais encensée, n'est-il pas à tout le moins de perturber celui qui a vécu l'Histoire dans son corps : tout ça pour ça ?

C'est avec à l'esprit le sentiment d'irréalité qu'a dû vivre cette génération, qu'il faudrait pouvoir penser la paix en temps de guerre : pouvoir s'extraire de l'immédiateté du présent pour se projeter dans le futur, dans une position depuis laquelle, regardant le passé, on pourrait se dire : est-ce/était-ce bien nécessaire de se battre pour en arriver ici ?

*

Dans un essai de prospective que j'ai rédigé il y a quarante ans (Schmoll 1983), je signalais les risques de conflit armé qui menaçaient l'Europe en raison du déclin de ce qui était encore l'Union soviétique, et dont je prédisais l'éclatement. Mais je soulignais également qu'une éventuelle guerre en Europe serait nécessairement suivie de la recherche rapide de solutions entre des belligérants qui avaient intérêt à se rapprocher, dans un contexte où leur affaiblissement ne profitait qu'à des tiers extérieurs, les États-Unis et la Chine. À l'époque, qui connaissait un regain de tension est-ouest, comme aujourd'hui, cette position était contre-intuitive : d'autres auteurs pensaient au contraire que l'Union soviétique était dans une phase de puissance ascendante. Pour illustrer mon propos, je donnais l'exemple auquel mon grand-père aurait pu souscrire : quelqu'un qui en 1939 aurait annoncé que dix ans plus tard l'Allemagne et la France, ennemis séculaires, poseraient la première pierre d'un espace européen durablement pacifié et démocratique aurait été considéré au mieux comme un doux rêveur, et plus probablement comme un traître. C'est pourtant à ce type d'effort d'imagination et de raisonnement qu'invite cette rencontre autour du thème « Au temps de la guerre, penser l'après ».

Le problème est que la guerre, on sait comment (et l'on croit savoir pourquoi) la commencer, mais plus rarement comment la finir. Une fois lancée, elle semble suivre sa propre mécanique, enfermant les esprits dans les oppositions duelles, la surenchère, les moyens d'éliminer l'ennemi. Les travaux de recherche sont nombreux sur la guerre, les processus de formation des conflits sont l'objet d'un domaine d'études, la polémologie. Mais les processus de sortie, du passage de la guerre à la non-guerre (sans même parler de la paix) sont moins étudiés, souvent laissés à l'attente de l'épuisement des parties ou à l'intervention de médiateurs suffisamment puissants pour les séparer. Comme si le conflit, au-delà des causes objectives qui le motivent, réellement ou idéologiquement, s'alimentait à un fond de pensée archaïque, à cette force que confèrent la certitude d'être du bon côté, la peur que suscite l'ennemi, l'ivresse de soi dans la destruction de l'autre.

Ce mécanisme cognitif qui, par sa force propre, résiste à envisager autre chose que l'action légitime dans le présent, suggère que les anthropologues, les psychologues et les psychanalystes aient quelque chose à en dire. Les historiens et les politologues aussi, sous l'éclairage des comparaisons et de la profondeur historique. Ainsi que les stratèges et les professionnels de la médiation et de la négociation. Comment sort-on de l'immédiat ?

Le plus souvent, on se représente le début des négociations comme relevant déjà de l'après-conflit. Le cessez-le-feu semble la condition préalable d'un début de dialogue, pour identifier les protagonistes, les principes qui ne sont pas négociables, les arrangements sur ce qui l'est, les habillages pour sauver la face, éviter l'humiliation, laquelle risque de provoquer des fractures internes, sources de guerres ultérieures. Le « bon moment » se choisirait à l'arrière du terrain des actions militaires, quand les belligérants évaluent qu'il y a plus à gagner à négocier qu'à poursuivre.

Traitant par exemple du conflit russo-ukrainien ou de Gaza, aujourd'hui ne serait donc pas le bon moment : parler de négociation, voire même envisager un temps de paix future entre actuels ennemis, c'est s'exposer aux accusations d'être, selon les bords, anti-cesta ou pro-cesta.

Pourtant, attendre ce bon moment pour négocier expose à davantage de pertes et de souffrances. Dans la pratique, les médiateurs œuvrent souvent dans le temps même de la guerre, ils cherchent discrètement des opportunités qui vont être des points d'entrée pour des accords limités dans ce que la théorie des jeux présenterait comme un jeu à somme non nulle (où les protagonistes gagnent davantage à s'entendre qu'à se disputer la meilleure position).

La sortie de guerre est-elle cependant modélisable dans ces seuls termes du calcul stratégique ? Le problème de la stratégie, c'est qu'elle mêle, dans ses prémisses comme dans ses raisonnements, à la fois de l'émotionnel et du rationnel. La pensée stratégique, c'est en fait la pensée tout court : penser en temps de guerre sollicite des mécanismes cognitifs archaïques (de sa part comme de la part des autres) dont le stratège doit constamment se défier – sauf à les utiliser à son profit, par exemple en appelant le collectif et ses alliés à l'union sacrée, ou à la compassion, ou à la haine.

*

Penser la sortie de la guerre dans le temps même où la guerre est encore là, implique de prendre un risque : celui d'envisager des futurs contre-intuitifs aux conflits du présent. Je dirais, sous la forme d'un paradoxe, qu'il faut éviter les « il faut », les « on devrait », qui exprimeraient les positions confortables de ceux qui peuvent donner des conseils de l'extérieur de l'évènement. Mais que l'on ne peut pas non plus se contenter de décrire les causes de tel conflit, au risque de ne pouvoir que désigner des responsables sans apporter de solutions. Penser la sortie de la guerre, c'est identifier les facteurs de celle-ci, certes, mais c'est aussi décrire le futur, ce qui va se passer inmanquablement, quels que soient les discours. En observant ce qui se passe ailleurs, ou ce qui se passe en chacun de nous, ou en plongeant dans la profondeur historique, on voit comment les opportunités se présentent, comment les lignes bougent, comment les processus de pensée se remettent en travail.

Quelques questions à se poser serviront, pour conclure, de guide-lignes à un tel processus de pensée :

- Peut-on s'extraire de l'immédiat en faisant un pas de côté, en regardant le champ clos du conflit de l'extérieur ou du dessus, pour envisager les facteurs invisibles, les conséquences ultérieures, indirectes, dans un monde complexe pour lequel le conflit n'est qu'un théâtre isolé ? Les enjeux du conflit valent-ils que les protagonistes finissent par s'affaiblir mutuellement par rapport au reste du monde ?
- À qui profite le conflit ? Qui sont les « tertius gaudens », ceux qui, à l'extérieur, en profitent sans s'impliquer, voire jettent de l'huile sur le feu ? Pourquoi et comment ?
- Quel est, inversement, l'intérêt des non-belligérants à entrer dans une guerre qui n'est pas la leur ? Les « alliés » obéissent-ils uniquement à des considérations morales : respect du droit international, défense de la démocratie, respect des alliances ? Quel est leur intérêt ? Et, s'il n'en ont pas, à quoi bon les solliciter ?
- La paix est-elle possible sans la pression de tiers extérieurs ? La dynamique conflictuelle oppose deux tendances, l'une à la généralisation et à la montée aux extrêmes, agrégeant les conflits locaux en un seul, dont l'horizon logique est la guerre mondiale ne laissant aucun acteur significatif à l'extérieur ; l'autre résultant des divergences d'intérêts dans un monde complexe, divergences qui maintiennent le conflit en champ clos, les acteurs extérieurs n'ayant que peu d'intérêt à s'embarquer dans l'affrontement direct, certains souhaitant le résoudre, d'autres l'entretenir mais sans s'y impliquer.
- La négociation implique un minimum de confiance. Quelles en sont les conditions ? À quel moment la confiance joue-t-elle ? Le fait de se parler suspend déjà le mécanisme du conflit, mais la confiance est-elle une conséquence ou un préalable ?

Références :

Johler R., Raphaël F. & Schmoll P. (dir.) (2009), *La construction de l'ennemi*, Strasbourg, Néothèque. Nouvelle édition (2019), Strasbourg, Éditions de l'Ill.

Minasian S. & Kaneeva A. (2017). Témoignages sur les Alsaciens-Lorrains prisonniers dans le sud de la Russie pendant la première guerre mondiale. *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 265(1), p. 21-32. <https://doi.org/10.3917/gmcc.265.0021>.

Schmoll P. (1983), *La guerre demain. Les risques de conflit mondial dans les années 80*, Paris, Réseaux. Nouvelle édition (2022), Strasbourg, Éditions de l'Ill. En ligne : <https://editionsdelill.com/la-guerre-demain>

Schmoll P. (2005), Une famille ancienne de la Hardt : les Schmoll (XVI^e-XX^e siècles), *Annuaire de la Société d'Histoire des Régions de Thann-Guebwiller*, XXI, 2004-2005, p. 191-201.

Schmoll P. (2023), Gorbatchev, l'Imprévu. Prédications et surprises dans le jeu des relations internationales, *Cahiers de systémique*, 2, p. 75-87. DOI : <https://doi.org/10.5281/zenodo.10048020>.